

DEPARTEMENT DE L'ISÈRE

COMMUNE DE DIÉMOZ

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

NOTICE

Octobre 2015

SOMMAIRE

1	PREAMBULE	2
1.1	Objectifs de l'étude.....	2
1.2	Contexte et méthodologie	2
2	LE MILIEU NATUREL	3
2.1	Données géographiques et topographiques	3
2.2	Cours d'eau	4
3	LE MILIEU HUMAIN	4
3.1	Perspectives démographiques et évolution	4
3.2	Activités : Artisanat, commerce et services, agriculture	5
4	ALIMENTATION EN EAU POTABLE	5
4.1	Périmètres de protection des captages	5
5	POSSIBILITES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	5
5.1	Contexte géologique	5
5.2	Synthèse de l'aptitude des sols sur la commune.....	6
5.3	Données synthétiques par secteur.....	7
6	ETAT DE L'ASSAINISSEMENT ACTUEL.....	8
6.1	Assainissement collectif	8
6.2	Assainissement non collectif	9
7	PROJETS D'ASSAINISSEMENT	9
8	LES CHOIX D'ASSAINISSEMENT RETENUS ET LE ZONAGE	10
8.1	Secteurs en assainissement collectif	10
8.2	Secteurs en assainissement non collectif	11
9	INCIDENCE SUR LE PRIX DE L'EAU.....	12
10	REGLEMENT D'ASSAINISSEMENT.....	13
11	EAUX PLUVIALES	13
11.1	Préalables	13
11.2	Contexte communal et projets	14
11.3	Règles a appliquer	14

1 PREAMBULE

1.1 OBJECTIFS DE L'ETUDE

En matière d'assainissement des eaux usées et eaux pluviales, *les lois sur l'eau du 3 janvier 1992 et du 30 décembre 2006* ont renforcé les compétences des collectivités locales.

Comme le demande *l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales*, **la commune de Diémoz doit délimiter les zones de son territoire relevant de l'assainissement collectif et non collectif.**

Il faut noter que la commune de Diémoz a déjà réalisé deux zonages d'assainissement collectif et non collectif, qui ont été annexés au P.O.S. révisé en 2000 et en 2009.

Il s'agit donc ici d'un toilettage et d'une remise à jour de ce document.

Par ailleurs, bien qu'aucun problème sérieux n'ait été soulevé en matière d'eaux pluviales, un zonage en la matière est réalisé à minima (le sujet était déjà évoqué dans la notice en 2009).

1.2 CONTEXTE ET METHODOLOGIE

Comme mentionné précédemment, la commune de Diémoz avait demandé au SANO de Vienne de réaliser son zonage d'assainissement collectif et non collectif, qui a été annexé au P.O.S. révisé en octobre 2000.

Le **plan de zonage incluait** toutefois des informations de détail relatives notamment à l'assainissement non collectif et aux réseaux, **éléments non réglementairement exigés** sur ce document, et qu'il nous a été demandé de supprimer pour la reprise en 2009.

Ces éléments n'ont **pas** non plus été **repris dans le présent plan de zonage accompagnant cette notice.**

Il s'agit donc ici, comme en 2009, d'un **toilettage**, et d'une **remise à jour** de ce **plan de zonage**.

Dans la logique de cette simple mise à jour, il ne nous a pas été demandé :

- d'établir des scénarios d'assainissement et des projet de collecte, des chiffrages divers, ou des comparaisons technico-économiques ;
- de diagnostic sur le réseau d'eaux usées ;
- de travail sur l'assainissement non collectif (sondages, diagnostics, filières...) ;
- d'étude particulière concernant les eaux pluviales (même si un zonage est réalisé à minima).

Il faut noter que les **informations** relatives à l'**assainissement non collectif** apparaissent **dans la carte d'aptitude des sols** à l'assainissement non collectif réalisée par **DAEC** en **1998** (avec quelques compléments ponctuels ultérieurs), et dont certains éléments sont repris uniquement dans cette notice (et pas sur le plan de zonage).

Point important, la **commune a confié sa compétence assainissement non collectif** au **Syndicat d'Assainissement de la Plaine de Lafayette**.

De même, **en matière d'assainissement collectif**, elle a **confié** :

- sa **compétence transit** (collecteur de transit commun avec Saint-Georges-d'Espéranche) au Syndicat d'Assainissement de la Plaine de Lafayette ;
- sa **compétence épuration** au SYSTEPUR (Syndicat Mixte d'Exploitation de la Station d'Épuration située à Reventin-Vaugris, pour 22 communes proches de Vienne).

Ces collectivités sont donc logiquement invitées à donner leur avis sur ce zonage.

Au final, **la commune n'a donc conservé que la compétence collecte** des eaux usées sur son territoire (le **collecteur ayant la particularité de se prolonger sur les communes voisines d'Oytier-Saint-Oblas, Saint-Georges-d'Espéranche, et Septème**).

Il faut noter une autre particularité : Les secteurs de Gilet et Le Bailly sont raccordés sur le réseau de Bonnefamille, et donc épurés à la station d'épuration de cette même commune.

2 LE MILIEU NATUREL

2.1 DONNEES GEOGRAPHIQUES ET TOPOGRAPHIQUES

Diémoz est située au **Nord-Ouest du département de l'Isère** (à proximité du département du Rhône), à une vingtaine de kilomètres au Sud-Est de l'agglomération lyonnaise.

On distingue une **partie Nord** de la commune relativement **plate**, et les **deux tiers Sud** composés d'une succession de **collines**. Les altitudes, peu élevées, sont comprises entre 290 m (à l'Ouest de la commune), et 425 m (à l'Est).

La commune n'est concernée par **aucune protection relative à la nature, aux paysages ou aux sites** (NATURA 2000, arrêté de biotope, réserve naturelle, ZICO, ZNIEFF, site classé...).

2.2 COURS D'EAU

On ne recense que **peu de cours d'eau sur la commune** (ruisseau du Moulin surtout), ce qu'explique la topographie (collines nombreuses et bassins versants très limités), les alluvions fluvio-glaciaires perméables (en partie Nord), et la moraine argilo-sableuse (relativement perméable par endroits).

Par contre, les **fonds marécageux** et les **étangs** sont présents notamment au Sud et à l'Est de la commune (la combe du Loup...), correspondant aux dépressions molassiques et morainiques qui sont peu perméables, et où la nappe peut affleurer. De même les versants des combes sont propices aux venues d'eaux (sources de Combe Rousse...). La **Combe aux Loups** et le **ruisseau du Moulin** sont inscrits à l'**inventaire des zones humides**.

La commune est intégrée dans le **SAGE de la Bourbre**. Le **présent zonage** doit être **compatible** avec le SAGE et **respecter ses préconisations**.

3 LE MILIEU HUMAIN

3.1 PERSPECTIVES DEMOGRAPHIQUES ET EVOLUTION

La population est aujourd'hui **supérieure à 2 600 habitants**. Bien que l'essentiel de la population soit concentrée dans et aux alentours du chef-lieu, le bâti est assez diffus d'où la présence de nombreux petits hameaux.

La population permanente est regroupée pour l'essentiel sur et autour du village, dans un périmètre géographique limité.

Le tableau suivant présente l'évolution de la population communale.

Tableau 1 : Evolution de la population communale de 1982 à 2006 (source INSEE)

Années	1975	1982	1990	1999	2006	2012
Population	974	1510	1848	2231	2562	2664

La population était en très forte augmentation entre 1970 et 1980 (vers 6% annuel), puis cette augmentation s'est un peu réduite ensuite.

Par ailleurs, il faut préciser que le nombre de résidences secondaires est peu important.

Le P.O.S. a été approuvé en 1997, et révisé en 2000 et en 2009.

La commune est concernée par la Directive Territoriale d'Aménagement de l'aire métropolitaine de Lyon, et par le **SCOT Nord-Isère**.

3.2 ACTIVITES : ARTISANAT, COMMERCE ET SERVICES, AGRICULTURE

Située sur un axe de passage important (D 36), la commune a pu développer une zone d'activités qui prend de l'ampleur.

La **zone d'activités des Granges Neuves accueille de nombreuses entreprises** dans les domaines de la métallerie, la construction, la climatisation, l'aspiration ou les cuisines...

Le **commerce** et les **services** sont également bien représentés, et en développement.

On dénombre encore une quinzaine d'exploitations agricoles sur Diémoz.

4 ALIMENTATION EN EAU POTABLE

4.1 PERIMETRES DE PROTECTION DES CAPTAGES

Le **Sud-Est de la commune** est concerné par la **station de pompage du Brachet** (Syndicat du Brachet) et par les **périmètres de protection du captage**.

Distant d'environ 500 m de la station, le **secteur du Plan** est compris dans le **périmètre de protection éloignée**, et **Le Bellai et Les Mollies** en sont limitrophes.

Le **Nord de la commune** est lui concerné par le **périmètre de protection éloignée du forage de Lafayette (situé sur Saint-Georges-d'Espéranche)**. Les **secteurs de la Plaine de Chanoz** notamment sont **situés dans ce périmètre**.

Il est dès lors préconisé d'**envisager un assainissement collectif** pour les habitations non encore raccordées, **ou de disposer d'un système d'assainissement non collectif conforme** et non susceptible d'interférer avec les eaux souterraines et le captage (avec étude géo-pédologique indispensable).

5 POSSIBILITES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Une **carte d'aptitude des sols** à l'assainissement non collectif a été réalisée par **DAEC** en **1998** (plus des compléments ultérieurs), et seuls certains éléments de synthèse sont repris dans cette notice (comme en 2009).

5.1 CONTEXTE GEOLOGIQUE

La commune de Diémoz est située dans la partie Ouest des collines du Bas-Dauphiné. Le **sous-sol** est constitué de **molasse** (Miocène supérieur à dominante sableuse)

recouverte sur l'essentiel du territoire par des formations quaternaires superficielles (moraine glaciaire, alluvions fluvio-glaciaires, et loess) déposées lors et après le retrait du glacier, sur une épaisseur moyenne évaluée à 20 m.

Les formations tertiaires molassiques n'affleurent donc que rarement (bordure de collines). La **moraine glaciaire**, dont la morphologie est bien conservée (blocs erratiques), **recouvre les deux tiers Est de Diémoz**.

A l'Ouest, ce sont les **nappes alluviales fluvio-glaciaires** du stade de Grenay (mises en place lors du retrait du glacier) qui remplissent les dépressions.

Enfin, en certains endroits localisés au Sud de la commune, on retrouve des loess würmiens d'origine éolienne.

Tous les **secteurs** qui ont été **étudiés** se situent sur la **moraine à dominante argilo-sableuse**. Vers 1,50 à 2,00 m, on retrouve parfois une forte proportion de galets insérés dans une matrice argilo-sableuse. On constate donc une certaine **uniformité de la géologie sur les différents secteurs, tout au moins en ce qui concerne le proche sous-sol concerné pour l'assainissement non collectif dans le sol en place**.

5.2 SYNTHÈSE DE L'APTITUDE DES SOLS SUR LA COMMUNE

Sur la commune de Diémoz, compte tenu de la nature souvent peu perméable du recouvrement quaternaire (moraine), voire du substratum géologique (sables molassiques), les **conditions** sont **plutôt assez peu favorables à l'assainissement non collectif (excepté sur une partie Ouest - La Plaine - où les alluvions fluvio-glaciaires dominent mais qui n'ont pas été étudiés dans la carte d'aptitude des sols)**.

En effet, la terre végétale à dominante argileuse et la perméabilité décroissant rapidement en profondeur (avec la présence d'hydromorphie parfois vers 1 m) sont des inconvénients majeurs pour l'épuration et l'infiltration des effluents.

Sur les quelques **secteurs** dans lesquels la **perméabilité** paraît **suffisante** pour envisager une épuration et une infiltration classique par le sol, on peut envisager des **champs d'épandage** mais **avec des tranchées de longueur assez importante** - dans la mesure où d'une part la perméabilité est limitée (mais correcte), et où d'autre part ce type de sol est propice à un colmatage en cas de mauvaise réalisation -. Il faut compter généralement 20 à 25 m par chambre de tranchées d'épandage.

Dès lors que l'on ne peut ni épurer, ni infiltrer dans le sol en place (cas concernant de nombreux secteurs), la solution en matière d'assainissement non collectif consiste en la **réalisation de dispositifs de traitement de type filtre à sable vertical drainé, filtre compact ou micro-station, avant rejet au milieu superficiel** - ou au réseau d'eaux pluviales -.

Rappelons que le rejet au milieu récepteur, s'il est techniquement possible, est à justifier, et que la qualité du rejet doit répondre aux prescriptions de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié.

Enfin, une **technique « alternative »** consiste toutefois à **tirer parti des faibles capacités d'infiltration du sol pour infiltrer une partie des effluents après épuration préalable** dans un filtre à sable vertical drainé, un filtre compact ou une micro-station.

Cette technique, reposant sur la réalisation d'une (ou plusieurs) **tranchée de dissipation-infiltration après un dispositif de traitement**, suppose néanmoins certaines garanties de perméabilité, une pente minimale (afin que la tranchée ne se trouve pas trop en profondeur) et une surface de terrain suffisante.

Elle est à réserver à quelques constructions et ne peut être généralisée sur un secteur. Ainsi, elle peut permettre de remplir une ou deux dents creuses mais non d'étendre une zone à bâtir de manière conséquente.

5.3 DONNEES SYNTHETIQUES PAR SECTEUR

Par secteur, les données concernant l'aptitude des sols peuvent être synthétisées comme présenté ci-après.

Il faut noter cependant qu'il s'agit de grandes lignes seulement, et que des **études géo-pédologiques à la parcelle permettent d'apporter une information complémentaire** et des solutions précises et adaptées au contexte et au projet.

Gilet et Le Bailly : Aptitude assez bonne ; perméabilité correcte à faible profondeur ; filière type tranchées d'épandage. Nota : Collecteur aujourd'hui.

Beausoleil : Aptitude assez bonne ; perméabilité correcte à faible profondeur ; pente localement ; filière type tranchées d'épandage.

Combe Rousse : Aptitude « médiocre » ; perméabilité limitée ; filière avec tranchées de dissipation après dispositif de traitement (de type filtre à sable vertical drainé, filtre compact ou micro-station).

Combe Féline : Aptitude « médiocre » ; perméabilité limitée ; filière avec tranchées de dissipation après dispositif de traitement (de type filtre à sable vertical drainé, filtre compact ou micro-station).

Grand Bletenay : Aptitude « médiocre » ; perméabilité limitée ; filière avec tranchées de dissipation après dispositif de traitement (de type filtre à sable vertical drainé, filtre compact ou micro-station).

Petit Bletenay : Aptitude « médiocre » ; perméabilité limitée ; filière avec tranchées de dissipation après dispositif de traitement (de type filtre à sable vertical drainé, filtre compact ou micro-station).

Le Bellai : Aptitude « médiocre » ; perméabilité limitée ; filière avec tranchées de dissipation après dispositif de traitement (de type filtre à sable vertical drainé, filtre compact ou micro-station).

Les Mollies : Aptitude « médiocre » ; perméabilité limitée ; filière type tranchées de dissipation après dispositif de traitement (de type filtre à sable vertical drainé, filtre compact ou micro-station).

Le Plan : Mauvaise aptitude ; perméabilité très limitée ; filière avec dispositif de traitement (de type filtre à sable vertical drainé, filtre compact ou micro-station) avant rejet au milieu récepteur superficiel.

Les Bruyères : Mauvaise aptitude ; perméabilité très limitée ; filière avec dispositif de traitement (de type filtre à sable vertical drainé, filtre compact ou micro-station) avant rejet au milieu récepteur superficiel. Nota : Collecteur aujourd'hui.

Les Bresses : Mauvaise aptitude ; perméabilité très limitée ; filière avec dispositif de traitement (de type filtre à sable vertical drainé, filtre compact ou micro-station) avant rejet au milieu récepteur superficiel. Nota : Collecteur aujourd'hui.

Petrier : Aptitude « médiocre » ; perméabilité limitée ; filière type tranchées de dissipation après dispositif de traitement (de type filtre à sable vertical drainé, filtre compact ou micro-station).

6 ETAT DE L'ASSAINISSEMENT ACTUEL

6.1 ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Comme vu en préambule, Diémoz a **confié** (en 1997) :

- sa **compétence transit** (collecteur de transit commun avec Saint-Georges-d'Espéranche) au **Syndicat d'Assainissement de la Plaine de Lafayette**,
- sa **compétence épuration** au **SYSTEPUR** (Syndicat Mixte d'Exploitation de la Station d'Épuration située à Reventin-Vaugris, pour 22 de communes proches de Vienne).

Confrontée à des dysfonctionnements et à un sous-dimensionnement, la **station d'épuration de Reventin-Vaugris** fait l'objet d'un important agrandissement avec **passage de 65 000 à 125 000 Equivalents-Habitants** d'ici 2016.

Concernant la **collecte** des eaux usées **sur son territoire**, la commune a conservé la compétence et dispose d'un **réseau en grande partie séparatif aujourd'hui** (secteurs urbanisés récemment, village, vers D36), **et encore en partie unitaire** (secteurs Grimaudière, le Château, les Bouvières).

Environ 80% de la population est aujourd'hui raccordée au collecteur (soit 861 abonnés sur environ 1 200 foyers).

Le réseau séparatif représente environ 9 000 ml (Ø 200 à 300) et concerne donc la partie le long de la D36 et les antennes vers le Sud et notamment le village.

Un poste de relevage permet la collecte du secteur de Grange Neuve.
Il faut noter que l'évolution a été conséquente depuis le zonage de 2000, avec de l'ordre de 3 000 ml passés en séparatif.

Le réseau unitaire représente environ 3 000 ml (Ø 300 à 600) et concerne donc encore les secteurs de Grimaudière, du Château, des Bouvières.
Des déversoirs d'orage autorisent le raccordement sur le réseau séparatif mais doivent être progressivement supprimés.

Enfin, il faut noter une dernière particularité : Les secteurs de Gilet et Le Bailly sont raccordés sur le réseau de Bonnefamille, et donc épurés à la station d'épuration de cette commune.

6.2 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

La **commune a confié sa compétence assainissement non collectif** (SPANC) au Syndicat d'Assainissement de la Plaine de Lafayette (statuts le prévoyant depuis 2005).

La mission de contrôle des permis de construire et des travaux (pour le neuf) a été déléguée à la SDEI.

Le SPANC n'a pas encore commencé les contrôles systématiques sur les dispositifs existants, mais des opérations ponctuelles sont réalisées en cas de problèmes particuliers. **Il serait d'ailleurs souhaitable que ces contrôles soient effectués, et en priorité dans les zones peu aptes à l'assainissement non collectif.**

De même un **règlement du SPANC** reste à établir.

7 PROJETS D'ASSAINISSEMENT

Suite au diagnostic du système d'assainissement réalisé par le SYSTEPUR dans le cadre de son Schéma Directeur (2009-2011), le **scénario retenu pour la commune de Diémoz a conduit à prévoir la construction d'un bassin d'écêtement.**

Il s'agit de stocker les effluents au delà d'un débit de coupure (72 m³ heure à priori), avec notamment stockage intégral des pluies mensuelles.

Ces travaux de **bassin d'écêtement de 400 m³** à l'Ouest de la **commune** (angle entre la D 36 et la rue Lafayette) vont être lancés prochainement.

Le coût prévisionnel est d'environ **400 000 Euros**.

Les **autres préconisations** du Schéma Directeur étaient relatives à des **travaux de réhabilitation de tronçons de collecteur** en aval du chef-lieu (long RD 518).

8 LES CHOIX D'ASSAINISSEMENT RETENUS ET LE ZONAGE

Les **modes** et les **filières d'assainissement envisagés doivent répondre à l'évolution de la démographie et de l'urbanisme de la commune**, et concilier les impératifs d'ordre économique (capacité financière communale et intercommunale), technique (sols, réseaux) et environnemental.

Conformément à *l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales*, Diémoz a délimité son zonage d'assainissement.

Ce zonage aura pour la commune (ainsi que le Syndicat d'Assainissement de la Plaine de Lafayette et le Syndicat Mixte d'Exploitation de la Station d'Epuration), des conséquences en terme de gestion et de responsabilité.

8.1 SECTEURS EN ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Seront retenus comme **secteurs en assainissement collectif** (voir carte de zonage) **l'essentiel des parties urbanisées et urbanisables de la commune** :

- Le village ;
- Les secteurs d'urbanisation plus récente en aval du village (en direction de la D 36) ;
- Le long et les alentours de la D 36 ;
- La ZA de Grange Neuve ;
- Grimaudière ;
- Le Château ;
- Les Bouvières ;
- Les Bruyères ;
- Les Bresses ;
- Gilet ;
- Le Bailly.

Sur le plan technique et économique, cette solution **se justifie** dans ces secteurs notamment pour les **raisons suivantes** :

- Réseau existant,
- Raccordement au réseau intercommunal et à la station d'épuration intercommunale,
- Topographie assez simple,
- Bâti aggloméré,
- Peu de hameaux et de bâti diffus,
- Présence d'équipements publics (écoles, salle communale),
- Possibilités d'extension du bâti.

Pour ces secteurs, la desserte par un collecteur est un impératif, et le recours à l'assainissement non collectif doit être une solution d'attente quand il est réalisable (fonction du sol, des exutoires éventuels, de la surface de terrain disponible...).

La maîtrise d'ouvrage de la construction et de l'exploitation des ouvrages de collecte, de transfert et d'épuration, sera publique (communale et intercommunale).

Le raccordement des habitations aux égouts se fera le cas échéant en fonction de l'avancement des travaux de réalisation. Conformément à l'article L.1331-1 du Code de la Santé Publique, le raccordement des immeubles aux égouts doit se faire dans un délai de deux ans à compter de la mise en service du collecteur.

La collectivité aura à charge l'exécution des travaux de branchement sur le domaine public, et ce, jusqu'à la limite des propriétés privées (art L.1331-2 du Code de la Santé Publique).

Les anciennes installations d'assainissement non collectif (fosses...) devront être court-circuitées afin de ne pas perturber le bon fonctionnement du système épuratoire collectif (art L.1331-5 du Code de la Santé Publique).

Le déversement de rejets autres que domestiques dans les égouts publics, doit être préalablement autorisé par la collectivité à laquelle appartiennent les ouvrages qui seront empruntés par ces eaux usées. L'autorisation fixe, suivant la nature des réseaux à emprunter ou du traitement à mettre en œuvre, les caractéristiques que doivent présenter ces eaux pour être reçues (art L.1331-10 du Code de la Santé Publique).

La collectivité se réservera le droit de faire participer financièrement les abonnés aux frais d'installations (art L.1331-2, L.1331-3, L.1331-6, L.1331-7 du Code de la Santé Publique).

Remarque : Certaines habitations (assez rares à priori) des hameaux définis en assainissement collectif, ne pourront, pour des raisons topographiques ou d'éloignement, se raccorder au collecteur. Ces maisons devront se doter d'un assainissement non collectif conforme.

8.2 SECTEURS EN ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Seront **retenus en assainissement non collectif** les secteurs qui ne sont pas en assainissement collectif, et qui correspondent globalement aux hameaux suivants (non exhaustif) :

- Petrier (partie)
- Plaine de Chanoz (partie)
- Grange Neuve (pavillons)
- Le Bellai
- Les Mollies
- Le Plan
- Combe Rousse
- Combe Féline
- Beausoleil
- Le Grand Bletenay
- Le Petit Bletenay

Dans ces secteurs, une **étude d'assainissement à la parcelle** est **demandée dans le cas de projets individuels** afin de voir quelle solution est envisageable en assainissement non collectif.

Une **carte d'aptitude des sols** à l'assainissement non collectif a été réalisée par **DAEC** en **1998**, et certains éléments de synthèse sont repris dans cette notice dont les données concernant l'aptitude des sols et les grands types de filière d'assainissement envisageables.

Pour toutes les habitations ne pouvant se raccorder aux collecteurs, des équipements d'assainissement non collectif conformes aux dispositions réglementaires devront être mis en œuvre (arrêté du 7 septembre 2009 modifié).

Les techniques retenues seront mises en œuvre pour toutes les nouvelles constructions et pour la mise en conformité des installations existantes.

En investissement il faut **compter en moyenne 8 000 à 10 000 € par habitation** (sur une base de 5 Equivalents-Habitants). En fonctionnement, en moyenne 150 à 200 € par habitation.

Dans le ou les secteurs délimités en assainissement non collectif, la collectivité (Syndicat d'Assainissement de la Plaine de Lafayette) **sera tenue d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement.**

La réalisation et l'exploitation de ces ouvrages reste à la charge des particuliers (gestion privée).

La collectivité peut aussi, si elle le décide, en assurer l'entretien.

Les communes (ou leur regroupement) doivent donc assurer le contrôle des équipements d'assainissement non collectif, à la conception (le plus souvent dans le cadre de l'instruction des permis de construire) et pour leur fonctionnement.

L'exécution est réalisée par le **Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC).**

9 INCIDENCE SUR LE PRIX DE L'EAU

Diémoz a confié sa **compétence transit** au Syndicat d'Assainissement de la Plaine de Lafayette et sa **compétence épuration** au SYSTEPUR.

Dans ce cas de figure, le calcul de l'incidence sur le prix de l'eau des travaux à entreprendre sur la seule commune de Diémoz ne permet pas de faire une estimation correcte. Ce d'autant plus que ces travaux sont encore imprécis.

Aujourd'hui (pour 2016), le **prix de l'eau (part assainissement) est de 1,05 € au m³ consommé** (1,35 € au m³ toutefois pour les « consommateurs » extérieurs - puisque le collecteur a la particularité de se prolonger sur les communes voisines d'Oytier-Saint-Oblas, Saint-Georges-d'Espéranche, et Septème).

Ce prix ne concerne pas les petits hameaux de Gilet et Le Bailly dont les habitants sont raccordés et épurés sur la commune voisine de Bonnefamille.

La Participation de Raccordement à l'Egout est de 4 000 € HT.

Il existe une convention avec le SIASO (Syndicat Intercommunal d'Assainissement Septème - Oytier-Saint-Oblas) qui précise les modalités de raccordement, autorisations, gestion des abonnés...

Le contrôle de l'assainissement non collectif est facturé 270 €

10 REGLEMENT D'ASSAINISSEMENT

Les habitants de Diémoz sont soumis au règlement établi par la commune, et pour partie par la commune de Bonnefamille (Le Bailly et Gilet y sont raccordés).

Un règlement du SPANC reste à établir.

11 EAUX PLUVIALES

11.1 PREALABLES

La loi précise que **la gestion des eaux pluviales urbaines relève des communes**. Cette gestion recouvre les **fonctions de collecte, transport, stockage et traitement des eaux pluviales**.

Les communes **peuvent transférer** tout ou partie de cette compétence "Eaux pluviales" à une structure intercommunale qui peut alors créer un service public administratif de gestion des eaux pluviales urbaines.

Le volet "Eaux pluviales" d'un zonage d'assainissement, défini dans le Code Général des Collectivités Territoriales, permet **d'assurer la maîtrise des ruissellements et la prévention de la dégradation des milieux aquatiques par temps de pluie**.

Selon l'article L 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, les **communes** (ou leurs établissements publics de coopération) **délimitent**, après enquête publique :

- Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

- Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement ».

Le zonage pluvial **permet de fixer des prescriptions (aspects quantitatifs et qualitatifs)**, comme par exemple la limitation des rejets dans les réseaux (voire un rejet nul dans certains secteurs), un principe technique de gestion des eaux pluviales (infiltration, stockage temporaire), d'éventuelles prescriptions de traitement des eaux pluviales à mettre en œuvre...

11.2 CONTEXTE COMMUNAL ET PROJETS

La commune de Diémoz, à dominante rurale, ne rencontre apparemment aujourd'hui que **peu de problèmes liés à l'évacuation des eaux pluviales** en période de forte pluviométrie.

Il n'y a **aucun souci majeur recensé**.

C'est d'autant plus le cas que la commune de Diémoz dispose de **plusieurs ouvrages de rétention d'eaux pluviales répartis sur son territoire** :

- **5** sont liés à la **ligne grande vitesse**,
- **3** sont **situés à proximité ou le long du ruisseau du Moulin**, qui traverse « l'aval » de la commune d'Est en Ouest.

11.3 REGLES A APPLIQUER

Dans le **cadre du document d'urbanisme en cours de révision (P.L.U.)**, des **mesures** doivent être **prises lors des constructions afin de ne pas aggraver la situation** actuelle, éviter les troubles en aval des zones urbanisées, et accessoirement aider au règlement de certains désordres.

Il est nécessaire de **prévoir pour chaque construction des ouvrages de rétention - ou si possible infiltration -**.

L'infiltration à la parcelle est aujourd'hui demandée, même dans les secteurs où l'infiltration dans le sol apparaît limitée (concernant il est vrai des secteurs à très faible développement au Sud-Est de la commune notamment, à proximité de la ligne grande vitesse).

Classiquement, une base de 3 à 6 m³ de rétention est demandée par habitation, à préciser selon dimension des constructions et imperméabilisation, **avec débit de fuite calibré adapté au milieu récepteur** - si tel est le cas faute d'infiltration totale -.

Il s'agit de **stocker la pointe de l'événement pluvieux**, en permettant donc **soit un débit de fuite par un petit orifice** (restituant le débit écoulé sur le terrain avant construction), **soit une infiltration progressive** une fois le temps sec revenu quand le sol le permet.

Aujourd'hui, il est demandé dans les Permis de Construire la réalisation d'un puits perdu double pour chaque construction. La SDEI en effectue le contrôle de réalisation.

Lors d'**opérations importantes de constructions (lotissements, bâtiments à vocation d'activités)**, une **étude particulière** doit être réalisée afin de cerner les problèmes se posant dans le secteur, et de dimensionner des ouvrages de rétention - ou/et d'infiltration le cas échéant -.